



NOTE D'ANALYSE POLITIQUE

FIN D'AUTORITARISME ET REVENDICATIONS DÉMOCRATIQUES EN AFRIQUE. REGARD DÉCENTRÉ SUR LES ÉVÈNEMENTS EN COURS AU BURKINA-FASO

par Dr. Eliet Eyebiyi

Elieth EYEBIYI, PhD, est chercheur au LASDEL¹ et associé au Transpol Canada. Docteur en sociologie anthropologie et diplômé en études africaines, auteur de plusieurs ouvrages et articles de recherche, il est spécialiste des questions de développement, lutte contre la corruption et mobilisations civiles.

1. Laboratoire de recherches basé au Niger et au Benin www.lasdel.net

UN PRINTEMPS AU PAYS DES HOMMES INTÈGRES ?

Un nouveau printemps souffle-t-il sur l'Afrique de l'Ouest? Non. À vrai dire il ne s'agit pas d'un nouveau printemps, mais d'un mouvement d'humeur patiemment cuvé sur le lit du semi autoritarisme (Hilgers et Mazochetti, 2010) dans lequel baignait le Burkina-Faso depuis 27 ans. En effet, si la triste fin du capitaine Thomas Sankara le 15 octobre 1987 a signé la fin de certains espoirs d'une véritable décolonisation, elle a occasionné au «pays des hommes intègres» l'entrée en scène de son successeur, figure de l'usurpateur, de la trahison amicale et meurtrière : Blaise Compaoré. Ce dernier, dans la perspective de la «rectification» de la révolution sankariste, a ainsi pu consolider son pouvoir, au moyen de plusieurs équilibristes et d'une fine stratégie clientéliste. La corruption systématique, la patrimonialisation des ressources publiques et la cooptation dans les milieux pentecôtistes (cf. Hilgers et Mazochetti, 2010) ne sont que quelques éléments constitutifs de ce clientélisme, sans oublier l'affaiblissement systématique des opposants.

LA FIN D'UN PSEUDO-PACIFICATEUR AUTORITAIRE

Auto imposé pacificateur attitré du sous-continent ouest-africain, Blaise Compaoré s'est patiemment et progressivement installé dans la peau d'un dictateur au visage angélique et au calme olympien, malgré sa proximité avec de nombreux groupes armés et régimes contestés. Il a pu enraciner un régime d'exception travesti des oripeaux d'une démocratie tout en devenant un médiateur global. A titre illustratif, Compaoré a été impliqué comme médiateur dans les crises ivoiriennes, la crise au Darfour, les prises d'otages dans le Sahel, la dernière guerre du Mali, etc. Incapable d'anticiper la potentialité de son peuple à franchir le Rubicon, le pouvoir autoritaire de Compaoré n'a suffisamment pris assez tôt ni la mesure de l'activité protestataire entourant le projet d'établissement d'un nouvel ordre constitutionnel ni la capacité de mobilisation des jeunes de la génération sms et réseaux sociaux. Cependant, la chute de Compaoré ne peut s'expliquer uniquement et exclusivement par cette volonté d'éternité. Elle s'intègre dans un mouvement plus profond et ancien dont les prémisses se trouvent dans les puissantes mobilisations contestataires qui avaient fait suite à l'assassinat de Norbert Zongo en 1998 (Zongo, 2000). Si ces protestations qui réclamaient la fin de l'impunité (Hagberg, 2002) ont pu être oubliées à l'extérieur, elles n'ont jamais déserté l'inconscient collectif des jeunes burkinabè. Pour ces derniers, Norbert Zongo directeur du quotidien *L'In-*

dépendant incarnait, plus que la figure du dénonciateur de la corruption d'État, des crimes de sang et des pratiques népotiques d'un régime aux pieds d'argile et usé par le temps, le nouvel homme intègre de la nation. Mieux, les manifestations ont participé à la fissuration de la clôture symbolique installée par le régime. Accouché dans le sang sankariste, le régime a opéré la *fermeture des possibles* (Hilgers et Mazochetti, 2006) après la disparition jamais élucidée de Norbert Zongo, restée avec le meurtre de Thomas Sankara dont le deuil n'a jamais été socialement fait par les burkinabè, un véritable boulet symbolique pour le régime. En témoignent les effigies du «Che» africain que Sankara représente, présentes durant l'insurrection alors même que la figure de Compaoré était associée au tristement célèbre virus Ebola dont les ravages dans la sous-région sont encore prégnants. En février 2011 la mort de Justin Zongo, adolescent en querelle avec la petite amie d'un policier, après avoir été violemment molesté dans un commissariat fait rentrer la ville de Koudougou en ébullition : 5 morts. La vague protestataire qui s'ensuivit entraîna des mutineries jusqu'au sein du palais présidentiel en 2011. Le pic de violence est atteint à Bobo-Dioulasso en juin 2011¹ où la sédition dure plusieurs jours (cf. Hilgers et Loada 2013 :189) et est réprimée par un régiment de la garde présidentielle, mettant à nu la gangrène d'une armée présente aux premières loges du pouvoir depuis 1966. En marge des manifestations de 2013 visant à réclamer la suppression du Sénat et le maintien de l'article 37 de la constitution, lequel limite à deux le nombre de mandats présidentiels, est créé un collectif rapidement devenu populaire. Il s'agit du *Balai Citoyen*², lancé par le rappeur *Sam 'S k Le Jah* et le reggae man *Smockey*. La «gueule de bois [...] longue et saumâtre» (Hilgers et Mazzocchetti, 2010 : 6) du peuple burkinabè face à l'autoritarisme a pris fin ce 31 octobre 2014 avec la démission contrainte de Compaoré. Ce dernier voulait réviser l'article 37 de la constitution, ce qui pouvait lui offrir encore 15 ans de règne à la fin de son mandat en cours.

La sclérose de l'appareil d'État a été en particulier à travers d'une part le dernier toussotement sécuritaire incarné par la mutinerie qui avait contraint le chef de l'État à déserté dans un premier temps le Palais avant de reprendre la situation en mains. Et d'autre

1. On pourra voir aussi <http://berthoalain.com/2011/06/08/mutineries-et-emeute-a-bobo-dioulasso-1-7-juin-2011/>

2. Ce mouvement de grogne populaire est une sorte de réplique locale et adaptée du mouvement sénégalais *Y'en a marre*. Le *balai citoyen* est engagé contre la mal-gouvernance et a pour emblème un poing levé et la brosse d'un balai destiné à nettoyer la mal-gouvernance.

part, le renforcement du pôle oppositionnel institutionnellement faible, par des éléments en disgrâce avec le régime³ qui avait jusque-là réussi à maintenir un *pluralisme de façade* (Hilgers, 2010 :207) interdisant toute alternance. Ces événements ont eu lieu dans un contexte de privation accrue et de renforcement de la prise de conscience politique des jeunes dans le cadre de mouvements plus globaux de revendications au niveau mondial. Le cycle émeutier a repris son cours, si tant est qu'il se fût jamais arrêté. Le Burkina Faso n'avait du reste pas échappé aux émeutes de la faim (ou de la vie chère) en 2008 sans parler des autres types de protestations comme en 1998, en 2006 les affrontements entre militaires et policiers, ou encore en 2008 avec la reprise en main violente de l'Université de Ouagadougou par le pouvoir (Chouli, 2011).

CYCLE DE VIOLENCES ET OUVERTURE DES INCERTITUDES

Une fois encore, l'imprévisibilité des émeutes (Bertho, 2009) en termes de déroulement, s'est confirmée. Le répertoire d'actions (Tilly, 2005) des manifestants de Ouagadougou n'a pas dérogé aux désormais classiques règles de contrôle d'une place publique⁴, faites de caillassages, pillages, saccages de domiciles de pontes du régime et des sièges du parti au pouvoir⁵, hérésies collectives envers les symboles de l'État ou encore incendies de bâtiments publics. L'apothéose reste le recul des forces de l'ordre face à des foules survoltées et portées par une croisade morale au carburant surhumain⁶. Ce 30 octobre 2014, la muraille humaine n'a pas hésité à violer les symboles républicains devenus désincarnés, notamment par la mise à feu de l'assemblée nationale. Celle-ci apparaissait comme le lieu du crime suprême qui s'apprêtait à se commettre, le changement comme en 1997 et en 2000 de l'ordre constitutionnel dans l'unique dessein de signer l'hégémonie du potentat sexagénaire. Galvanisée, la foule entreprit de marcher en direction du palais de *Kossyam*⁷. Les précédentes protestations apparaissent par conséquent comme des répétitions générales, d'avant l'éruption de la *violence révolutionnaire*

3. La création du Mouvement du peuple pour le Progrès (MPP), dirigé par Roch Marc Christian Kaboré et réunissant d'anciens compagnons de Compaoré dont Zéphirin Diabre et Salif Diallo, s'inscrit dans cette tendance.

4. Place Tahrir au Caire, Place de la Perle à Manama, Place de la Nation à Ouagadougou, etc.

5. Le pillage en cours depuis plusieurs jours de la résidence du frère du président, François Compaoré réfugié dans un pays voisin, en est une illustration patente.

6. Les estimations provisoires parlent de plus d'une trentaine de morts

7. Nom du palais présidentiel

(Sommier, 2008) en cette fin d'octobre 2014. Certes le monde entier a vécu les événements de Ouagadougou à travers les zooms obscurcis des caméras filmant les «hérésies» de foules en colères, et l'instantanéité des reportages photographiques relayés en *live* sur les réseaux sociaux. Il n'en demeure pas moins que Ouagadougou installe une rupture dans la continuité silencieuse des monarchies démocratiques et des semi autoritarismes régnant encore sur le continent. Trois jours et trois nuits auront suffi pour refermer un long chapitre de 27 ans. Désormais, il semble de moins en moins facile que des records de longévité au pouvoir soient silencieusement acceptés par la jeunesse des pays africains.

CONTRE LE DÉVOIEMENT DES SYMBOLES DE L'ÉTAT

L'engagement des forces populaires contre les symboles de l'État ou leur usurpation, et parfois la confrontation directe avec les forces de l'ordre, confirme la dimension stratégique des espaces urbains (cf. Sassen, 2009) et donc de l'urbanité dans les mouvements protestataires et les violences postmodernes. Ouagadougou, Bobo Dioulasso, Dakar, Tunis, Le Caire et d'autres métropoles ont en commun d'abriter dans leur tissu urbain une jeunesse, parfois surqualifiée, en proie au chômage ou au sous-emploi, mais éprise d'un vent nouveau, de justice et d'équité. Ainsi, la fureur urbaine des jeunes, et dans une moindre mesure des opposants politiques burkinabé, s'inscrit semble-t-il dans un mouvement global de revendications de valeurs démocratiques certaines. Elle fait partie d'un cycle de violences contestataires des autoritarismes et monarchies qui tiennent encore ceans sur le continent et dans le monde. Un déclencheur profond de ce cycle fut ce que l'on qualifia abusivement de *révolution de jasmin* avec l'incroyable chute de Ben Ali, la déchéance du raïs égyptien Hosni Moubarak, ou encore le dégagement pur et simple sous contrainte armée et action de forces externes, du *Guide libyen*. Sans être une onde de choc des événements d'Afrique du nord, encore moins du monde arabe, l'insurrection au Burkina Faso témoigne d'un mouvement global de montée en puissance de mobilisations populaires. Celles-ci sont structurées autour d'enjeux symboliques et fondamentaux comme la revendication de la démocratie, de l'alternance au pouvoir et d'autres exigences de transparence et de justice sociale générationnelle. Ces revendications réussissent à transcender les clivages partisans ou ethniques. En effet, les germes des différents événements protestataires à caractère politique et citoyen actés par la jeunesse au

moyens de diverses associations⁸ y couvaient depuis quelques décennies, attisés à longueur de journée dans les *fadas* et entretenus dans les *grins*⁹ à renforts de thés¹⁰. L'idée d'une contagion du sud-ouest du continent par les révoltes arabes est peu évidente bien que celles-ci aient rouverts, comme avec la vague de démocratisation des années 1990¹¹, un nouvel espace des possibles. Le sud-ouest africain avait déjà commencé à être traversé par ce type de mobilisations avec les événements de Dakar suite à la tentative d'Abdoulaye Wade en juin 2011 d'instaurer les conditions d'un surréaliste projet de maintien au pouvoir. Le projet de révision constitutionnel sénégalais échoua dans les larmes et la violence populaire, érigeant Dakar en un nouvel épice centre émeutier, mais aussi confirmant la possibilité de succès de ce type de revendications. Tout comme quelques années plus tard Ouagadougou. A chaque fois et incapables d'alternance, les partis d'opposition ont constaté l'abdication plus ou moins rapide des autoritarismes face aux mobilisations de la jeunesse contre la monopolisation du pouvoir politique.

Par ailleurs, la fin de Compaoré qui aura tenté sans succès de ruser avec les manifestants, durant 24h alors que son pouvoir vacillait, marque sans doute le tournant d'une nouvelle ère dans la pacification de l'Ouest africain. Et ceci, avec le départ d'un héritier entré par effraction et la fin d'un héritage historique qui tentait de signer le reflux de la démocratie. Elle coïncide avec la montée en puissance de l'émirat pétrolier tchadien et des velléités de légitimation de son chef comme leader de la sous-région ouest africaine. La disparition de Kadhafi, le renouveau des incertitudes cuvées par divers groupes armés djihadistes transfrontaliers, ou encore la résurgence de quelques irrédentismes, poussent à une reconfiguration géopolitique du continent dans un contexte de renforcement progressif des puissances émergentes. Aussitôt Blaise Compaoré enregistré sur les chemins de l'exil après exfiltration par la France, la lutte pour la succession a éclaté au sein de l'appareil sécuritaire d'État. Le bal des mili-

itaires (la prise de pouvoir du général Honoré Traoré, chef d'état-major puis celle du lieutenant-colonel Isaac Zida, commandant en second du régiment de sécurité présidentielle¹²) n'exclut pas de prochains bouleversements, d'autant plus que la vigilance des manifestants entend limiter l'ancrage de militaires décidés à goûter aux délices du pouvoir en conservant une mainmise sur les institutions de transition. Aux mobilisations contre une prise de pouvoir par l'armée inféodée au pouvoir de Compaoré et tentant de se réapproprier une victoire populaire, celle-ci répond dès le 2 novembre en assiégeant la mythique place de la nation, en dispersant les manifestants et en actant la bunkerisation de la télévision publique. L'armée tente ainsi de renverser l'ordre de la défiance populaire afin d'assurer son emprise sur le pouvoir de transition, et peut-être d'ouvrir une nouvelle ère militaro-civile. Le Burkina Faso n'est pas sorti de l'incertitude face à ce nouveau coup de force bien que la pression internationale, notamment de la médiation tripartite ONU-UA-CEDEAO, incite à une rapide transmission du pouvoir aux civils. Il est à craindre comme dans le cas des révoltes arabes que le principal perdant ne soit en dernière instance le peuple, et surtout la jeunesse ayant rejeté le maintien au pouvoir de l'ancien inamovible médiateur sous régionaux. Médiateur du reste rapidement lâché par ses traditionnels soutiens occidentaux et livré à la vindicte morale et psychologique d'une foule de manifestants déterminés scandant leur souci oxygénateur de l'alternance.

AU CŒUR DES FUREURS ÉMEUTIÈRES, L'ÉTAT

En définitive, l'incidence de ces mobilisations et violences urbaines sur fonds de revendications présentées comme démocratiques tient pour la première victime de leur fureur, l'État en raison du dévoilement de certaines de ses institutions. La désarticulation quasi instantanée de l'État, du moins dans sa forme répressive par la fraternisation temporaire des militaires et forces de police avec les manifestants, confirme que l'État reste à la fois la cible privilégiée de la production émeutière et sa victime. De plus, le Burkina-Faso est plongé dans une insidieuse guerre de clans aux conséquences incertaines entre apparatchiks en disgrâce populaire, et militaires dont la présence aux premières loges du pouvoir a toujours été de triste mémoire en Afrique¹³. Le souvenir des funestes épi-

8. Par exemple le Mouvement *Balai citoyen*.

9. Les *fadas* et les *grins* sont des jeux de socialisation (musique, jeux, discussions, etc.) et espaces populaires essentiellement animés par les jeunes, au Burkina-Faso, mais aussi dans la plupart des pays sahéliens.

10. Le Burkina Faso a historiquement été un pays rebelle dont la dernière grande révolte s'inscrivait dans la résistance coloniale et fut celle des Marka et des Bobos en 1915-1916 (cf. Kambou-Ferrand, 1993).

11. Inaugurée au Bénin par la conférence des forces vives de la nation en février 1990, qui concrétisa la fin du règne de Mathieu Kérékou avec 17 ans d'un régime révolutionnaire.

12. Il s'agit de la garde présidentielle, une unité d'élite faite des soldats les mieux équipés et les mieux payés.

13. À l'exception notable au Nigeria, du Général Abdulsalami Abubakar qui prend le pouvoir en 1998 suite au décès du général Sani Abacha et rétablit la constitution de 1979 avant d'organiser en 1999 les élections gagnées

sodes de l'inénarrable Dadis Camara à la tête de la Guinée Conakry avant d'être exilé à Ouagadougou, ou encore du capitaine Sanogo au Mali reste vivace au pays du *Mogho Naba*. La substitution des rapports de négociation de l'État aux rapports d'intégration politique populaire caractérisant l'État moderne (Eyebiyi, 2010), participe de la disjonction de l'État. Les rôles de ce dernier sont alors coproduits par différentes parties, différents acteurs y compris non. La trajectoire de l'État burkinabè, et plus largement de tout État aux prises avec la montée des revendications d'ordre démocratiques dans un univers globalisé et incertain, renouvelle toute la problématique de la construction de l'État contemporain en Afrique ainsi que celle des mobilisations populaires à caractère ou à finalité politique. De la capacité des élites au pouvoir et des militaires autoportés à la tête de l'État à négocier un compromis sociopolitique avec la force des manifestants dépendra les prochaines espérances du peuple Burkinabé, et la stabilité d'une sous-région préoccupée autant par la menace *Ebola* que celle du reflux de la vague de démocratisation des années 1990. Le Burkina-Faso écrit son histoire au rythme des battements de cœur du peuple et des communiqués de la junte qui s'est autoproclamée pour assurer une transition dont les modalités sont loin de faire l'unanimité tant au sein des manifestants que parmi l'opposition politique. Cette dernière tente de reprendre du service à la faveur de la promesse d'une transition civile rendue impérative par les institutions continentales et internationales. La mise en actes des revendications démocratiques par le peuple bute contre sa légitimité à achever l'œuvre insurrectionnelle lorsqu'elle réussit à dégager un despote sans pour autant affecter les bases structurelles de son régime. En refermant une parenthèse Zida qui risquait l'enlisement, la désignation consensuelle de Michel Kafando le 17 novembre 2014 à la tête du conseil national de transition consacre la volonté de stabilité du peuple burkinabé et ouvre les chemins vers l'élection présidentielle de 2015.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Bertho, Alain, 2009. *Le temps des émeutes*, Montrouge : Bayard, 272p.

Chouli, Lila, 2011. «Contestations populaires au Burkina Faso : le régime de Compaoré aux abois», *Africavenir* du 31 mars.

Eyebiyi, Elieth, 2010. «Émeutes, silences et violences : un cycle cinquantenaire?», *EspacesTemps.net*, Il paraît, 23.08.2010 <http://espacestemps.net/document8381.html>

par Olusegun Obasanjo; ou encore de John Jerry Rawlings au Ghana.

Hilgers Mathieu et Jacinthe Mazzocchetti, 2006. «L'après-Zongo : entre ouverture politique et fermeture des possibles», *Politique africaine*, 1/ (N° 101), URL : www.cairn.info/revue-politique-africaine-2006-1-page-5.htm.

Hilgers Mathieu et Jacinthe Mazzocchetti, 2010. *Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire*, Paris : Karthala, 313p.

Hagberg, Sten, 2002. «“Enough is Enough” : an ethnography of the struggle against impunity in Burkina Faso», *Journal of Modern African Studies*, 40 (2), p. 217-246.

Hilgers, Mathieu, 2010. «Contester en contextes semi-autoritaires : espaces publics en Afrique», *Etat des résistances dans le sud – Afrique*, Alternatives sud, vol. 17, p. 205-219.

Kambou-Ferrand, Jeanne-Marie, 1993. «Guerre et résistance sous la période coloniale en pays lobi/birifor (Burkina Faso) au travers de photos d'époque», In Fiéloux, M., J. Lombard, J.-M. Kambou-Ferrand., *Images d'Afrique et sciences sociales, les pays Lobi, Birifor et Dagara*, Paris : Karthala-ORSTOM, p. 75-99.

Sassen, Saskia, 2009. *La globalisation. Une sociologie*, Paris : Gallimard.

Sommier, Isabelle, 2008. *La violence révolutionnaire*, Paris : Sciences Po.

Tilly Charles, 2005. «Ouvrir le “répertoire d'actions”». Entretien avec Charles Tilly» in *Vacarme*, vol. 31.

Zongo, Norbert, 2000. *Le sens d'un combat. Recueil d'éditoriaux*, Ouagadougou : Centre national de presse N. Zongo.